



Groupe des organisations de la société civile du CESE



Comité économique
et social européen

> CESE

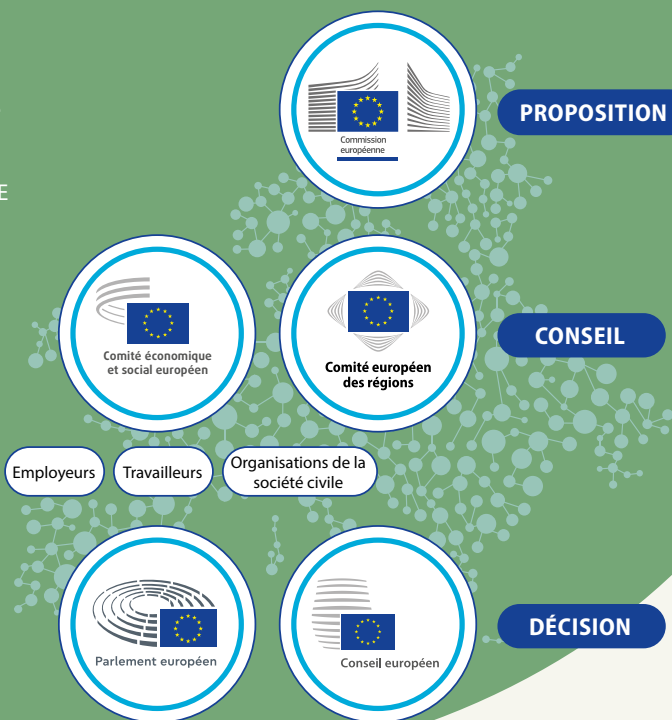
Le Groupe des organisations de la société civile est l'un des trois groupes dont se compose le Comité économique et social européen (CESE).

Le Comité fait partie intégrante de l'Union européenne: il a été créé en 1957 par le traité de Rome, l'un des textes fondateurs de l'Union, afin de conseiller les décideurs européens et de garantir que les organisations et les réseaux de la société civile de tous les États membres aient leur mot à dire dans l'évolution de l'Europe.

Le CESE constitue un forum unique de consultation, de dialogue et de consensus. Ses 329 membres issus des 27 États membres de l'Union proviennent de tous les secteurs de la «société civile organisée» et possèdent un large éventail de connaissances et d'expériences. Ils se répartissent en groupes, qui tentent de parvenir à un consensus sur les avis du CESE, dont la plupart portent sur des propositions législatives de la Commission européenne.

Le Comité a pour objectif de contribuer à garantir un processus d'élaboration des politiques et de la législation de l'UE plus démocratique et plus efficace, qui reflète réellement les besoins des citoyens. Le CESE a trois missions principales:

- conseiller le Parlement européen, le Conseil et la Commission européenne;
- s'assurer que les organisations de la société civile fassent entendre leurs points de vue à Bruxelles, et les sensibiliser davantage aux conséquences de la législation européenne;
- soutenir et renforcer la société civile organisée, à la fois au sein de l'UE et à l'extérieur de celle-ci.





> QUI SOMMES-NOUS?

La présence du Groupe des organisations de la société civile, aux côtés du groupe des employeurs et du groupe des travailleurs, permet au Comité d'être une force vive et d'exprimer pleinement les diverses préoccupations économiques, sociales, professionnelles, et civiques de la société civile organisée des États membres.

Conformément aux changements introduits par le traité de Lisbonne, un accord international qui a réformé l'Union européenne, le groupe est composé «d'autres acteurs représentatifs de la société civile, en particulier dans les domaines socio-économique, civique, professionnel et culturel».

Ses membres proviennent d'organisations qui portent les intérêts des secteurs suivants :

- monde universitaire (sciences naturelles, économie, sociologie, etc.);
- participation et autonomisation des citoyens;
- développement de la société civile;
- consommateurs;
- environnement, patrimoine et développement durable;
- agriculture, pêche et communautés côtières, sylviculture;
- protection des droits de l'homme (questions concernant l'enfance, le troisième âge, les familles, l'égalité de genre, les groupes marginalisés et défavorisés, les migrants et réfugiés, les minorités, les personnes handicapées, les femmes et les jeunes);
- professions libérales (avocats, médecins, ingénieurs, etc.);
- petites et moyennes entreprises et artisans;
- économie sociale (organisations caritatives, coopératives, fondations, mutuelles et entreprises sociales).

ŒUVRER EN FAVEUR DE COLLECTIVITÉS DURABLES, SOCIÉTÉ CIVILE ET DE LA DÉMOCRATIE

La présidence du groupe pour le mandat 2025-2028

de gauche à droite:

Krzysztof Stanisław BALON
(vice-président, Pologne)

Juliane Marie NEIENDAM
(vice-présidente, Danemark)

Lidija PAVIĆ-ROGOŠIĆ
(vice-présidente, Croatie)

Pietro Vittorio BARBIERI
(vice-président, Italie)

Cillian LOHAN
(président, Irlande)

Ariane RODERT
(vice-présidente, Suède)

Rudolf KOLBE
(vice-président, Autriche)

Katrina LEITĀNE
(vice-présidente, Lettonie)



📍 Secrétariat du Groupe des organisations de la société civile,
Comité économique et social européen, 99 rue Belliard,
1040 Bruxelles, Belgique

☎ +32 (0)2 546 9498

✉ gr3@eesc.europa.eu

🌐 <https://www.eesc.europa.eu/fr/members-groups/groups/civil-society-organisations-group>

in [EESC Civil Society Organisations' Group](#)

✕ f @CSOGroupEESC

▶ [@civilsocietyorganisationsg7495](#)

ABLES, QUI SONT LE CŒUR BATTANT DE LA

La démocratie participative, une réalité du niveau local au niveau européen

Dans un cadre de gouvernance démocratique, ce sont les citoyens qui définissent la direction qu'ils souhaitent emprunter et le rôle que leurs représentants et leurs pouvoirs publics ont à jouer pour qu'ils s'engagent sur cette voie.

Le Groupe des organisations de la société civile a pour objectif général de véritablement renforcer la démocratie participative dans toute l'Union européenne et de garantir que les avis émis par le CESE sur les propositions législatives de cette dernière reflètent les intérêts de tous les Européens.

Le groupe se compose de 110 membres, originaires de chacun des 27 États membres de l'Union européenne. Ils sont proposés pour l'adhésion au groupe par leur gouvernement national respectif et nommés officiellement par le Conseil de l'Union européenne, pour un mandat renouvelable de cinq ans, et travaillent de manière indépendante au sein du CESE, dans l'intérêt de tous les citoyens de l'Union européenne. Ils ne résident pas en permanence à Bruxelles: la plupart d'entre eux continuent à exercer leur métier dans leur pays d'origine, tout en veillant à maintenir un contact direct avec leurs parties prenantes.

Les membres du groupe se font l'écho des

discussions qu'il mène sur les propositions législatives de l'Union auprès de leurs organisations d'origine et de leurs réseaux, aussi bien au niveau national qu'europpéen. Ils dialoguent avec les organisations de la société civile implantées dans leur communauté, leur région et leur pays, écoutent leurs points de vue et leurs idées et les font participer à des débats. Ils intègrent ensuite les résultats de ces échanges dans les travaux qu'ils mènent au CESE. C'est dans ce fonctionnement que réside la valeur ajoutée qu'apportent les membres au processus décisionnel de l'UE.

Les échanges réguliers avec d'autres organisations de la société civile européenne revêtent aussi une importance toute particulière pour le groupe, qui entretient donc des rapports de travail avec les membres du Groupe de liaison du CESE, ainsi qu'avec d'autres réseaux d'organisations de la société civile qui bénéficient d'une vaste assise représentative au niveau européen. Il s'efforce de les associer à ses activités, afin d'établir un dialogue civil efficace et de réaliser des avancées, dans ses propres priorités comme dans les intérêts communs aux deux parties. Par ailleurs, il leur fournit un soutien logistique pour leurs réunions, au siège du Comité à Bruxelles.



Notre groupe soutient cinq catégories du CESE

Par l'intermédiaire de son secrétariat, le groupe soutient les activités de certaines catégories du CESE. Les catégories sont des forums de discussion informels créés en interne qui rassemblent des membres du CESE représentant un secteur ou une communauté en particulier et ses intérêts. Leur rôle est d'apporter une valeur ajoutée aux travaux consultatifs du CESE, grâce à l'expertise de haut niveau qu'elles apportent dans leurs domaines respectifs.

- VIE ASSOCIATIVE
- CONSOMMATEURS ET ENVIRONNEMENT
- AGRICULTEURS
- PROFESSIONS LIBÉRALES
- ÉCONOMIE SOCIALE

Priorités pour le mandat 2025-2028

Favoriser la résilience des communautés:

- amplifier la voix des communautés et renforcer la légitimité démocratique de l'Union;
- soutenir les approches ascendantes;
- plaider en faveur d'une transition démographique juste et de l'équité intergénérationnelle;
- promouvoir un marché du travail inclusif et renforcer l'économie sociale en tant que modèle essentiel d'entrepreneuriat inclusif et durable.

Défendre la démocratie:

- promouvoir la démocratie participative et la participation de la société civile à l'élaboration des politiques de l'UE dans tous les domaines d'action, en favorisant tout particulièrement la participation des jeunes. À cette fin, il convient d'œuvrer en faveur d'un dialogue civil ouvert, transparent, régulier et structuré, comme le prévoit l'article 11 du traité sur l'Union européenne;
- veiller à ce que la société civile soit pleinement intégrée dans le programme de l'UE et puisse jouer un rôle de lanceur d'alerte précoce dans un monde en mutation rapide;
- sensibiliser davantage les jeunes et continuer à coopérer avec les organisations de la société civile, tant au niveau européen qu'au niveau national;
 - encourager la coopération intergénérationnelle.

Contribuer à la paix et à la résilience de la société civile:

- promouvoir les valeurs de l'UE telles qu'elles sont consacrées à l'article 2 du traité sur l'Union européenne;
- œuvrer à l'intégration de la société civile dans les stratégies de préparation, de prévention et de réaction aux crises afin d'inclure les organisations de la société civile en tant que partenaires égaux dans le cadre de préparation civile;
- soutenir les efforts déployés en matière de défense civile, de reconstruction et de réconciliation;
- lutter contre les menaces hybrides, la désinformation et les tentatives de porter atteinte aux institutions démocratiques.

Promouvoir un programme de développement durable:

- préconiser que soient remis au premier rang des priorités politiques de l'Union le programme de développement



durable à l'horizon 2030 des Nations unies et ses objectifs de développement durable, ainsi que le pacte vert pour l'Europe;

- s'investir dans le programme de développement durable, sachant qu'il demeure la meilleure recette de l'Europe pour rester fidèle à ses engagements et à ses valeurs, tout en renforçant la prospérité, la solidarité, l'égalité, la démocratie et l'inclusion;
- soutenir les efforts déployés par la Commission européenne pour combler les principales lacunes de la politique environnementale, notamment en ce qui concerne la résilience dans le domaine de l'eau, les produits chimiques et l'économie circulaire;
- plaider en faveur d'une Union qui ne laisse personne de côté et contribuer à mettre au point des solutions efficaces à la crise du coût de la vie, y compris la toute première stratégie européenne de lutte contre la pauvreté;
- demander que soit à nouveau présentée la directive relative aux associations transfrontalières européennes, car elle est essentielle au renforcement de l'espace civique européen.



Réclamer un budget de l'UE pour 2028-2034 qui reflète clairement les ambitions de l'Europe, défendant la démocratie, la société civile et l'inclusion sociale:

- suivre les discussions sur le prochain budget à long terme de l'UE, y contribuer et y participer;
- promouvoir un financement européen adéquat et à l'épreuve du temps qui soutienne les politiques européennes fondamentales pour les générations actuelles et futures;
- plaider en faveur de flux de financement spécifiques qui reconnaissent les organisations de la société civile en tant que partenaires;
- veiller à l'application rigoureuse du principe de partenariat tout au long du cycle de vie du financement.



Action de sensibilisation auprès des institutions européennes et d'autres acteurs institutionnels

Le Groupe des organisations de la société civile mène avec les institutions européennes, notamment la Commission, le Parlement européen et les présidences du Conseil de l'Union européenne, une coopération stratégique et volontariste, par laquelle il entend globalement promouvoir ses priorités et coopérer sur des initiatives clés. Pour nouer ces contacts, il s'appuie sur ses avis d'initiative et les études qu'il commande, mais aussi sur les résolutions du CESE, les manifestations qu'il organise et ses documents de prise de position.

Vis-à-vis du Parlement européen, les activités de sensibilisation du groupe s'adressent aux députés, intergroupes, groupes politiques et commissions concernés. Le groupe s'attache aussi à nouer des contacts plusieurs mois avant le début de chaque présidence du Conseil, en vue, par exemple, d'influer sur les priorités qu'elle définira et de réaliser des travaux préparatoires pour les activités que le groupe pourrait organiser dans le contexte de la future présidence.

Par ses activités de sensibilisation, le groupe s'efforce en permanence de renforcer ses relations de travail avec les tierces parties institutionnelles qui sont concernées, par exemple dans le contexte des relations entre les sociétés civiles de l'Union européenne et du Royaume-Uni.



**Comité économique
et social européen**

Rue Belliard 99
1040 Bruxelles
BELGIQUE

www.eesc.europa.eu



Printed by the EESC-CoR Printing and Distribution Unit, Belgium

EESC-2025-60-FR

© Union européenne, 2026

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Toute utilisation ou reproduction des photographies / illustrations est soumise à une autorisation préalable à demander directement aux détenteurs de leurs droits d'auteur.

Shutterstock: BearFotos, Drazen Zigic, Hryshchysen Serhii, Halfpoint, SibRapid, Norenko Andrey, Robert Kneschke, cc-images, 24K-Production, Davide Angelini



Office des publications
de l'Union européenne



Print

QE-01-25-039-FR-C
ISBN 978-92-830-7053-5
doi:10.2864/2579019

Online

QE-01-25-039-FR-N
ISBN 978-92-830-7052-8
doi:10.2864/2636476

FR